

AU SOIR D'ALGÉRIE

sécuritaire et militaire

(3^e partie)

D'autres considérations viennent conforter cette préférence donnée à la Russie. Premièrement, la Russie a effacé une dette algérienne antérieure de quatre milliards de dollars tout en acceptant d'insérer ses relations avec l'Algérie dans une perspective stratégique jugée plus avantageuse. Deuxièmement, la Russie accepte de fournir à l'Algérie des équipements militaires de dernière génération sans restriction d'options et à un prix, largement, plus intéressant que celui proposé par les Etats-Unis d'Amérique. Troisièmement, la Russie ne soumet pas la vente de ces équipements militaires à la fameuse clause dite «d'utilisation finale» laquelle ne permet pas, en quelque sorte, à l'acquéreur de disposer librement de l'usage des moyens qu'il a acquis.

La crainte est grande, côté algérien, que les Etats-Unis d'Amérique en viennent à interdire l'usage des armements acquis dans des opérations de répression interne ou de riposte à un ennemi extérieur, le Maroc par exemple Gardons-nous, cependant, d'être manichéens. Pour prendre vraiment la mesure de l'évolution de la coopération militaire entre les deux pays, il convient, sans doute, d'avoir à l'esprit cette remarque de bon sens émise, en juillet 2002 déjà, par le professeur William Quant qui fut membre du Conseil national de sécurité : «Qui se serait imaginé, il y a quelques années à peine, que le commandant de la VI^e flotte américaine pourrait un jour se rendre en visite officielle à Alger ?»

Il est, par ailleurs, utile de garder un paramètre présent à l'esprit. Il ne fait pas de doute que les militaires algériens, malgré leur retrait du champ politique, souhaitent, pour leur domaine de compétences, garder leur distance par rapport aux contingences qui peuvent guider la diplomatie algérienne sinon les instances civiles en général. La prudence est de mise qui les pousse jusqu'à dissocier peut-être dialogue stratégique militaire et dialogue stratégique civil qui se déroulent, en effet, séparément.

Les Etats-Unis d'Amérique semblent nourrir, toutefois, quelques réserves sur l'engagement algérien, notamment au Sahel...

Les Etats-Unis d'Amérique ont des objectifs sur le moyen et le long terme qui peuvent s'accommoder des contrariétés conjoncturelles. Les contrariétés par rapport à l'immédiat concernent, par exemple, le Sahel. Rappelons, à cet



Bruce Riedel.

égard, que l'Algérie est liée aux Etats-Unis d'Amérique par des accords au titre du PSI (Pan Sahel Initiative) et de la TSCTI (Trans Saharian Counter Terrorism Initiative). L'Algérie a même participé à des opérations conjointes avec les autres pays africains concernés par ce mécanisme de sécurité régionale mis en place par les Etats-Unis d'Amérique.

L'Algérie qui, rappelons-le, a refusé l'implantation de l'Africom sur son territoire national a aussi bien dénié au Maroc — allié majeur des Etats-Unis — le droit de se joindre au dispositif régional de lutte contre le terrorisme au Sahel. Sur le premier point, les Etats-Unis d'Amérique considèrent que l'Algérie, tout en s'inscrivant dans la logique des dispositifs de sécurité régionaux déjà mis en place, prend soin de ne pas trop s'impliquer opérationnellement. Le commandement de l'Africom, après une prospection infructueuse, est désormais implanté à Stuttgart. Ce qui importe, pour ce commandement opérationnel américain, c'est la mobilité des forces d'intervention avec une capacité de projection sur le terrain éprouvée. De manière pragmatique, les Etats-Unis d'Amérique ont pu définir un dispositif opérationnel — avec son soutien logistique — qui ne nécessite pas que des organes administratifs de l'Africom soient, forcément, implantés sur le continent africain. Pour le reste, les Américains, qui ont tenu à faire accéder le Maroc au statut d'allié majeur, non membre de l'OTAN, sont favorables à ce que ce pays se joigne

au dispositif régional de lutte contre le terrorisme au Sahel. L'ambassadeur des Etats-Unis à Rabat, Samuel Kaplan, est clair lorsqu'il aborde la question de l'adhésion du Maroc au Cemoc — Comité d'état-major opérationnel conjoint institué au Sahel — : «S'il existe bien deux pays qui disposent de ressources pour coopérer, ce sont bien l'Algérie et le Maroc. Ils ont l'expertise et les équipements. Ils entretiennent des rapports avec les services de renseignement au niveau mondial. Le plus important, ce n'est pas tant d'être membre du Cemoc, conclut-il, le plus important c'est de trouver les moyens, pour que l'Algérie et le Maroc travaillent ensemble». Actuellement, l'intérêt des Etats-Unis d'Amérique est focalisé sur la crise au Mali avec les risques de renforcement de la présence d'Aqmi et de ses alliés et la possibilité que le foyer circonscrit au Nord-Mali ne s'étende à tout le Sahel et au-delà. La position de l'Algérie vis-à-vis de cette crise, c'est un véritable test aux yeux des responsables officiels américains.

Vous ne pensez pas que les Etats-Unis d'Amérique reprochent, également, à l'Algérie un manque de clarté autant dans sa politique de défense que dans sa doctrine diplomatique ?

L'Algérie, qui est à la croisée des chemins, n'a pas encore statué sur sa politique de défense et, pourrions-nous dire, elle refuse de le faire. Une politique de défense nationale, c'est l'identification de la menace externe avec la définition du

Entretien réalisé par
Mokhtar Benzaki

mode d'organisation de la nation qui permet d'y faire face. La doctrine de défense, c'est la mise en œuvre opérationnelle des principes qui fondent la politique de défense nationale avec le choix de priorités en matière de taille des composantes de forces armées, des mécanismes de leur combinaison ainsi que la nature et le volume des systèmes d'armement à acquérir.

Dans les pays développés où la notion de secret n'est pas galvaudée, la question fait l'objet de débats publics qui fondent le consensus national tout en impulsant l'esprit de défense. En Algérie, les pouvoirs publics font l'impasse sur cette problématique et organisent, juste pour la forme, des rencontres, dites scientifiques — au sein du Conseil de la nation, notamment — qui contournent, toujours, le questionnement réel qui interpelle la nation et ses élites.

Actuellement, tout se passe comme si les instances publiques en Algérie avaient choisi de louvoyer. Comment concilier entre ce fameux article 25 de la Constitution qui interdit l'implication militaire hors du territoire national et la volonté de l'Algérie à assumer un rôle de puissance régionale lequel ne saurait se réduire à la seule dimension diplomatique ? De manière plus substantielle, l'Algérie va être interpellée, de plus en plus, en vue de se déterminer par rapport à l'impératif de s'intégrer, réellement, dans des mécanismes de sécurité régionale d'inspiration occidentale. Pourra-t-elle, à cet effet, trouver une alternative à un alignement qui se profile derrière l'OTAN alors qu'elle marque déjà le pas à propos du Dialogue méditerranéen ? La mondialisation ayant mis à mal aussi bien le concept de souveraineté nationale dans sa rigidité initiale que le phénomène de non-alignement, les deux blocs ayant laissé place à d'autres formes de structuration des puissances, quelle marge de manœuvre pour l'Algérie ? Les politiques de défense nationale s'inscrivent, désormais, dans des logiques de sécurité régionale liées à des impératifs fixés par les grandes puissances, en particulier par les Etats-Unis d'Amérique. Le même raisonnement pourrait s'appliquer à la doctrine diplomatique de l'Algérie mais nous aurons le loisir de nous y attarder lorsque nous aborderons le déphasage de l'appareil diplomatique algérien par rapport au monde réel.

M. B.

A suivre

Publicité

Conseil Régional de l'Ordre des Médecins
de Tizi-Ouzou

CONDOLÉANCES

C'est avec une profonde tristesse que nous avons appris le décès du confrère le

D^r DAHLEB Ibrahim
père du D^r DAHLEB Mokrane

En cette douloureuse circonstance, le président et les membres du Conseil Régional de l'Ordre des Médecins de Tizi-Ouzou lui présentent ainsi qu'à sa famille et proches leurs sincères condoléances et les assurent de leur profonde sympathie.

L'enterrement aura lieu le 06/11/2012 à Irdjen, Larbaa Nath Irathen.

Que Dieu le Tout-Puissant lui accorde Sa Sainte Miséricorde et l'accueille dans Son Vaste Paradis.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

F000728/B13

مكتب التوثيق العمومي الأستاذ مجاطي عبد
الرزاق موثق بتلمسان حي 1060 سكن إمارة

حل الشركة ذات الشخص الوحيد
و ذات المسؤولية المحدودة
المسماة "كورايب تي سي أو"

الكائن مقرها الاجتماعي : رقم 1070 تجزئة فصيلا أ و ب
أوجليدة أبوتاشفين تلمسان

بموجب عقد تلاقه مكتبنا المذكور أعلاه بتاريخ
2012/10/31, سيسجل بمكتب التسجيل بتلمسان في
أوانه, قررت السيدة: خضراوي عائشة حل للشركة
الحاملة للمواصفات التالية التسمية م ذ ش و ذ م
كورايب تي سي أو وبالأحرف اللاتينية KORAIB TCE
EURL, رأسمالها 100.000 دج موضوعها مؤسسة أشغال
البناء في مختلف مراحل, مؤسسة أشغال البناء في
مختلف مراحل, مؤسسة أشغال مساكاة البناء
والترصيص, مؤسسة الدهن الصناعي ودهن المباني,
مؤسسة الأشغال العمومية الكبرى والري, مؤسسة
الأشغال الغابية واستغلال الغابات, وقد عينت السيدة
خضراوي عائشة ابنة أحمد مصفية للشركة.

الموثق للاعلان

F/01/001/B14

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
ولاية البويرة - دائرة قادرية - بلدية عمر

إعلان بإعداد شهادة الحياة

طبقا للقانون رقم 25/90 المؤرخ في 18 نوفمبر
1990 المتضمن التوجيه العقاري فإن السيد:
دمدوم حسان بن العيفة المولود في 1987/02/22
بعمر والساكن بالدمادمية بلدية عمر, وقد قدما
ملف للبلدية مدعيا امتلاكه عقارا عن طريق
الحياة: والتقديم المكسب, طالبا إثبات هذه
الملكية بتحرير شهادة اعتراف بملكيته
للعقار الآتي تعيينه: قطعة أرض صالحة للبناء
تقع بالمكان المسمى دمادمية بلدية عمر
مساحتها الإجمالية 340.00 م2 شكلها الهندسي
رباعية الأضلاع ومحددة كما يلي: من الشمال:
ملكية ومسكن دمدوم مجيد وممر الدخول. من
الجنوب: ملكية دمدوم سعيد, من الشرق: ملكية
دمدوم حسان, من الغرب : ملكية دمدوم حسان.
فعلى كل شخص له مطالب أو اعتراضات على
تحرير هذه الشهادة تقديمها في مدة أقصاها
شهرين (2) ابتداء من تاريخ النشر في جريدة
يومية وطنية.

F000646/B15

ANNIVERSAIRE

*Bon anniversaire cher père,
beau-père*

Da MOALI Mohammed

A tes 100 ans Inch'Allah.

Que Dieu te garde pour nous.

**Tes enfants, belles-filles
et petits-enfants.**

GR/B13

MALIKA bent EL HABRI
GUÉRISSEUSE

Malika bent Habri informe ses nombreux
patients en Algérie et à l'étranger de ses
nouveaux numéros de tél.

07 91.19.41.38

07 71.51.56.49

Adresse cité El Affak n°148 Mansourah,
w. de Tlemcen 13 000.

R01/001/B14